



Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture

Le bulletin d'information
du Secteur de l'éducation
de l'UNESCO

L'éducation AUJOURD'HUI

L'éducation à la prévention du VIH et du sida : un potentiel sous-exploité

AU SOMMAIRE

APPRENTISSAGES



Des programmes pour les filles et
les femmes des zones rurales, p. 2-3

DOSSIER



Eduquer à la prévention
du VIH et du sida, p. 4

EDUCATION POUR TOUS



Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT
2006 sur l'alphabétisation, p. 9

EN BREF



L'UNESCO a 60 ans, p. 10

Aujourd'hui, près de 40 millions de personnes sont porteuses du VIH. Or, les experts le disent, l'éducation peut servir de rempart contre la pandémie. Pourtant de nombreux pays tardent encore à adopter des stratégies cohérentes d'éducation préventive. Enquête dans notre dossier.

ÉDITO

Une nette évolution s'est produite, ces cinq dernières années, dans la lutte mondiale contre le VIH et le sida : les ressources et les parties prenantes engagées dans ce combat ont augmenté dans des proportions inconnues jusqu'alors. Selon l'ONUSIDA, le financement mondial est passé, globalement, de 2,1 milliards de dollars en 2001 à 6,1 milliards en 2004.

En tant qu'ancien président d'université et membre du Congrès des Etats-Unis, j'ai vu les effets dévastateurs du VIH et du sida. Mais j'ai pu aussi mesurer les bienfaits de l'éducation dans la réduction de ces effets. Il faut enseigner aux enfants et aux jeunes comment se transmet le virus et quelles mesures de prévention il faut prendre, ainsi que les soins et le soutien qu'il convient d'apporter à ceux qui sont infectés et affectés par le VIH et le sida.

Il semble bien, hélas, que les messages invitant à modifier les comportements pour réduire les risques de contamination et à tendre la main aux personnes infectées ne parviennent pas à tout le monde, comme l'indique le dossier de ce numéro. La couverture de l'éducation à la prévention est même très inégale. En dépit des progrès, 3,1 millions de personnes ont succombé l'an dernier d'une maladie liée au sida.

Nous savons que la réussite ou l'échec des efforts mondiaux de lutte contre le VIH et le sida dépend de l'aptitude des gouvernements nationaux à élaborer des actions globales et efficaces d'éducation à la prévention, et de la capacité des acteurs locaux à s'adresser à tous, sans exclure personne et en tenant compte de la sensibilité de chacun.

Je me félicite du rôle de chef de file tenu par l'UNESCO dans l'EDUSIDA, l'initiative mondiale sur l'éducation et le VIH/sida. Nous aidons les pays à trouver les meilleurs moyens de freiner la propagation du VIH et du sida grâce à l'éducation et de protéger les fonctions essentielles des systèmes éducatifs, constamment menacés par l'extension de l'épidémie.

EDUSIDA est l'une des trois nouvelles initiatives de l'UNESCO, avec la formation des enseignants et l'alphabétisation. En intensifiant nos efforts dans chacun de ces domaines, nous accélérerons davantage les progrès vers la réalisation de l'Éducation pour tous d'ici à 2015.

Peter Smith

Sous-Directeur général pour l'éducation

Autonomiser les paysannes de Chine

Grâce à un programme d'alphabétisation de l'UNESCO, les agricultrices chinoises prennent confiance dans leur capacité à diriger des projets communautaires

C'est l'histoire de Qiaozhen, une pauvre paysanne qui vit avec sa famille dans un petit village de Chine. Après avoir suivi des cours du soir en alphabétisation qui l'ont initiée aussi à certaines techniques agricoles, elle réussit à convaincre son mari qu'ils peuvent améliorer le rendement de leur exploitation en diversifiant les cultures. Ils se mettent donc à produire toutes sortes de légumes, en quantité suffisante pour se nourrir et vendre leur production sur le marché, gonflant ainsi leur porte-monnaie. Devant la réussite de Qiaozhen, les autres femmes du village s'empressent de suivre son exemple.

Elle semble plus vraie que nature, et pourtant Qiaozhen n'est qu'un personnage de fiction ! Son histoire figure parmi une série de brochures traitant de sujets variés, de la santé et de l'agriculture aux droits des femmes. Des matériels d'apprentissage produits sur place, dans le cadre d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle multicanaux pour agricultrices actuellement conduit par l'UNESCO dans trois des provinces les plus déshéritées de Chine occidentale.

Des conditions de vie difficiles

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la vie n'est pas rose pour les paysannes chinoises. Certaines habitent dans des régions où des taux records d'analphabétisme, conjugués à un environnement difficile, créent des conditions sanitaires précaires et où l'accès à l'eau potable, à l'électricité et à l'information laisse à désirer. « Leur existence n'est qu'une longue suite de travaux ménagers et de corvées agricoles », constate Namtip Aksornkool, depuis le Siège de l'UNESCO à Paris. « Ces femmes n'ont le temps ni de se reposer, ni de se plaindre. »

Le programme d'alphabétisation multicanaux a été conçu pour venir en aide aux femmes d'âge moyen des régions rurales ayant des rudiments de lecture. Illustrées de dessins attrayants, rédigées dans un langage simple, des brochures telles que *Une cour de ferme bien ordonnée et productive* (l'histoire de Qiaozhen) ou *La santé de la mère et de l'enfant* constituent pour les agricultrices de la

Chine profonde des matériels d'apprentissage efficaces, capables de développer à la fois leurs capacités de lecture et la productivité rurale.

C'est au niveau local qu'artistes et auteurs préparent les textes et les illustrations, pour que les brochures soient en prise directe avec le quotidien des apprenantes. Des héroïnes comme Qiaozhen, qui, grâce à l'éducation non formelle, améliorent leurs conditions de vie, servent de modèles aux nouvelles lectrices.

Ce programme s'inspire du modèle d'alphabétisation de l'UNESCO intitulé « Eduquer pour autonomiser », qui vise aussi l'autonomisation des femmes. Depuis 15 ans, l'UNESCO a lancé avec succès des projets similaires dans d'autres pays en Afrique et en Asie et Pacifique.

Ce modèle part du principe que l'alphabétisation seule ne suffit pas à garantir l'amélioration de la productivité des femmes, mais que, pour favoriser le développement, l'éducation doit aussi créer un sentiment de confiance en soi. Il met donc l'accent sur leur rôle de mères et d'épouses, d'ouvrières productives et de membres actifs de la société. « L'idée, explique Namtip Aksornkool, est que grâce à l'alphabétisation, ces femmes prennent confiance en elles et en leurs capacités. Dans le même temps, les cours leur donnent les moyens de lancer des initiatives qui peuvent les conduire à l'indépendance psychologique et financière. »

Une vie meilleure pour les femmes

Les exemples grandeur nature des progrès apportés par le projet abondent. Ding Huiping a 43 ans, elle est agricultrice à Dalong, un village reculé du Yunnan. A 40 ans, elle ne savait encore ni lire ni écrire, quand, en 2003, elle a décidé de suivre le cours d'alphabétisation multicanaux du village. En peu de temps, Ding s'est qualifiée en lecture-écriture et en culture florale. Elle est désormais à la tête d'une production de riz, de roses et de lis, diversification qui lui assure un revenu annuel confortable.



Chine : des agricultrices du Yunnan s'initient à la lecture

« Grâce à l'alphabétisation, Ding Huiping est aujourd'hui une femme indépendante », souligne Namtip Aksornkool. A Dalong, le programme a en effet produit les résultats escomptés : à la suite de Ding Huiping, une centaine de familles se sont lancées dans la production florale.

Un effet boule de neige

L'autonomisation des femmes comme Ding Huiping et d'autres membres de sa famille crée un effet boule de neige irréversible. Nombreuses sont les femmes qui parlent d'une amélioration de leur statut, du poids qu'elles ont gagné dans les décisions familiales et des progrès dans l'attitude des communautés vis-à-vis de l'éducation des femmes.

De tels efforts ne peuvent que retentir sur le développement de la Chine, commente Yasuyuki Aoshima, directeur du Bureau de l'UNESCO à Beijing. « Je ne me fais aucun souci pour l'avenir de la Chine, car le gouvernement considère l'éducation des ruraux comme une priorité », poursuit-il.

Yasuyuki Aoshima prévoit des lendemains meilleurs pour les femmes des zones rurales. « J'ai bon espoir, confie-t-il, que le gouvernement chinois aura à cœur de partager son expérience avec d'autres pays à forte population rurale ».

Contact : Namtip Aksornkool, UNESCO Paris
E-mail : n.aksornkool@unesco.org
Internet : www.unesco.org/education/literacy

Sortir les camerounaises de la pauvreté

Au Cameroun, l'enseignement des sciences et de la technologie ouvre de nouveaux horizons aux jeunes filles des zones rurales

Depuis l'enfance, Martine rêve de posséder une exploitation agricole. Mais le rêve s'est brisé lorsqu'une grossesse imprévue l'a contrainte à quitter le collège. A 20 ans, Martine s'est vue pourtant offrir une seconde chance : avec 120 camarades, elle participe à un projet spécialement conçu pour les jeunes filles marginalisées du Cameroun rural.

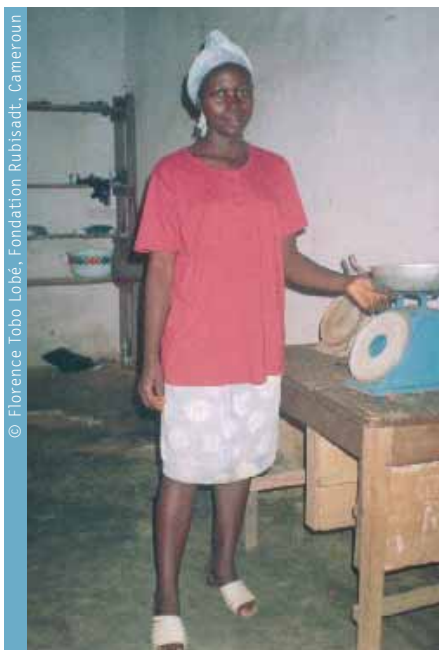
C'est ainsi qu'en mai dernier, les cours commencent à Nkondjock pour Martine et 60 adolescentes – suivies un mois plus tard par 50 autres à Njombé-Penja – dans le cadre d'un projet pilote lancé au Cameroun pour permettre aux jeunes filles de 14 à 27 ans de suivre une formation scientifique, technique et professionnelle. Il est orchestré par l'UNESCO et la Fondation Rubisadt, une ONG prônant une nouvelle approche du genre dans la formation en sciences et technologie.

Un espoir pour les jeunes filles des zones rurales

Les jeunes bénéficiaires du programme ont deux points communs : toutes ont quitté l'école et vivent en zone rurale. Les raisons de cet abandon sont hélas familières dans toute l'Afrique. « L'analphabétisme et le manque d'éducation sont les racines de la pauvreté, pour les adultes comme pour les enfants, souligne Florence Tobo Lobé, fondatrice de la Fondation Rubisadt. Les filles des zones rurales sont plus vulnérables du fait du manque de moyens financiers, des grossesses non désirées et des maladies. »

L'objectif : délivrer une formation pour des activités adaptées aux réalités locales qui permettent aux jeunes filles de trouver un emploi rémunéré, d'améliorer leur statut social et de sortir leurs communautés de la pauvreté. A l'issue du programme, elles sont à même de créer leur propre emploi ou de travailler dans une entreprise de la région.

« Nous ne vous promettons pas la lune, leur dit très clairement Florence Tobo Lobé. Nous vous proposons une formation qui vous apportera, si vous le souhaitez, des compétences qui vous ouvriront sans tarder les



Une jeune fille suit un cours de sciences au Cameroun

portes de l'indépendance. Nous voulons vous rendre autonomes financièrement et libres intellectuellement. »

Au Cameroun, les filles souffrent de la crise du système éducatif, en plus des obstacles socio-culturels qui tendent à les exclure. « L'approche genre de l'éducation est nécessaire, explique Florence Tobo Lobé. La pauvreté de ces femmes est encore accentuée parce qu'elles ne participent pas à la vie publique, et qu'elles subissent des discriminations sur le marché du travail et sur les bancs de l'école. »

Le soutien crucial des enseignants

Les enseignants sont la clé de voûte du programme. Recrutés sur place, ils suivent impérativement deux sessions de formation. Les méthodes d'enseignement s'inspirent de l'apprentissage non formel des adultes : participation active des élèves et recours aux jeux de rôles. Outre l'enseignement de leur discipline, les enseignants offrent aussi un modèle positif, dans un pays où les sciences et la technologie sont peu valorisées. « Les filles comprennent enfin qu'il n'y a rien d'anormal à se passionner pour la physique », explique Diileep Bhagwut à UNESCO Paris.

Le projet vise à améliorer les conditions de vie de l'apprenante et de sa famille. « Depuis qu'elles ont repris les études, nos deux filles ont un meilleur niveau de français et sont déjà des cracks en maths, reconnaissent fièrement les parents, Alice et Joseph. Nous avons eu les larmes aux yeux en voyant qu'elles pouvaient tenir les comptes. Aussi nous soutenons le projet de tout notre cœur ! »

A l'issue de leur formation, les jeunes filles devraient trouver un emploi qui leur permettra de venir en aide au reste de la famille. Pour ensuite, comme le leur a souhaité le maire de Njombé-Penja, « contribuer au mieux vivre de l'ensemble de la communauté ».

Des opportunités à long terme pour toutes ?

L'enthousiasme et le soutien des parents et des responsables locaux de Nkondjock et de Njombé-Penja sont décisifs pour la réussite du projet. « Le projet UNESCO-Rubisadt de rescolarisation des jeunes filles des zones rurales doit absolument s'inscrire dans la durée », estime Julia Heiss à UNESCO Paris.

Dans la pratique, cela signifie que le projet doit devenir autosuffisant et s'ouvrir à un plus grand nombre de filles. Comme l'indique Julia Heiss, « au bout du compte, il reviendra aux autorités locales de reprendre les rôles et de guider elles-mêmes ces jeunes dans leurs premiers pas professionnels ».

Martine fait partie des rares privilégiées qui ont pu reprendre les études. Elle a confiance que le programme de formation lui permettra de trouver un emploi plus facilement ou de devenir une bonne agricultrice. A Florence Tobo Lobé et aux autres personnes engagées dans le projet de faire en sorte que le rêve de Martine se concrétise pour d'autres jeunes filles des campagnes camerounaises.

Contact : Orlando Hall Rose, UNESCO Paris

E-mail : o.hall-rose@unesco.org

Internet :

www.rubisadt.org/rubisadtfr/projetpilote.html

L'éducation à la prévention du VIH et

Les experts l'affirment : l'éducation est actuellement la seule arme capable d'enrayer la propagation. Pourtant, dans de nombreux pays, on n'exploite pas assez le potentiel qu'elle représente dans la lutte



© Wilson Ngoni, artiste du Botswana, E-mail : wilsonngoni@yahoo.com

« **E**n Zambie, plus de 40 % des enseignants sont séropositifs », annonçait en 2004 le président zambien, Levy Patrick Mwanawasa, en inaugurant une conférence UNESCO/ONUSIDA destinée à lancer l'Initiative mondiale sur l'éducation et le VIH/sida. En invitant les autres dirigeants et les décideurs des six pays d'Afrique australe à intensifier leur action contre le VIH et le sida dans l'éducation, le président Mwanawasa savait de quoi il parlait. La Zambie est en effet l'un des pays les plus touchés par la pandémie : selon les estimations de l'ONUSIDA, près d'un adulte de 15 à 49 ans sur six y est infecté. Malgré l'immensité de la tâche, le gouvernement zambien a redoublé d'efforts pour endiguer le fléau, en évaluant les besoins du secteur éducatif et en mettant en place une politique nationale globale d'éducation à la prévention du VIH et du sida.

Et les efforts commencent à payer : selon une étude récente du Département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID), la Zambie est un bon exemple de politique et de planification réussies de l'éducation préventive. La recette de ce succès est claire : soutien politique au plus haut niveau, associé à une stratégie éducative nationale et globale et au libre accès au traitement antirétroviral.

Une volonté politique qui fait la différence

La Zambie n'est pas un cas isolé. Des pays comme le Brésil, la Namibie, le Sénégal ou la Thaïlande ont tous montré au plus haut niveau politique leur volonté de mettre le VIH/sida sur le devant de la scène éducative. « C'est ce qui fait toute la différence », note Chris Castle, point focal de l'UNESCO pour le VIH et le sida. Selon un document récent de l'UNESCO, un leadership plus responsable – au plan local, national et international – a fait son apparition ces dernières années et les niveaux de financement mondiaux se sont nettement améliorés : d'après l'ONUSIDA,

du sida : un potentiel sous-exploité

du VIH.
contre la pandémie.

On est passé d'environ 2,1 milliards en 2001 à 6,1 milliards en 2004. Côté prévention, le nombre d'élèves du secondaire qui reçoivent une éducation préventive a quasiment triplé depuis 2001.

Pourtant le potentiel qu'offre l'éducation pour stopper l'expansion de la pandémie demeure sous-exploité dans de nombreux pays du monde.

De fait, rares sont les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique à mettre réellement en œuvre, au sein du secteur de l'éducation, des programmes de prévention cohérents. C'est ce qu'affirme une enquête récente parrainée par la IATT, l'équipe spéciale inter-agences de l'ONUSIDA sur le VIH/sida et l'éducation, menée auprès des ministères de l'éducation de 71 pays et des organisations de la société civile de 18 pays. S'il est vrai que la jeunesse est le premier capital d'un pays, force est de constater, concluent les enquêteurs, que les pays, dans leur grande majorité, manquent à leurs devoirs en négligeant d'apporter une réponse éducative globale, à l'école comme à l'extérieur. Ce qui passe non seulement par l'enseignement de la prévention, mais aussi des soins, des traitements et du soutien à apporter aux personnes infectées et/ou affectées par le VIH et le sida.

L'enquête constate aussi qu'« un nombre inquiétant de hauts responsables des ministères de l'éducation évitent d'assumer la responsabilité de la lutte contre le VIH et le sida en la qualifiant de "question d'intérêt sanitaire" ou qui "ne constitue pas une menace pour notre pays" ». Les unités VIH des ministères de l'éducation sont « isolées, manquent de moyens financiers et de pouvoir décisionnaire » selon ce rapport, premier point de repère international permettant d'évaluer les réponses officielles face à l'emprise du VIH et du sida sur les systèmes éducatifs.

Ce type d'évaluation, d'ailleurs, manque cruellement dans de nombreux pays, empê-

chant le développement de politiques susceptibles de soutenir une stratégie efficace.

Les pays chantent souvent les louanges de l'éducation préventive, mais ils s'arrêtent là, constate Mary Joy Pigozzi, coordinatrice mondiale pour le VIH et le sida et directrice de la Division de la promotion de la qualité de l'éducation à l'UNESCO. Selon elle, « les gens veulent une solution unique et immédiate, mais il n'y a pas de remède miracle ». Comme beaucoup d'experts, l'UNESCO prône une réponse globale qui vise non seulement la prévention, mais également les soins et le soutien aux séropositifs et aux autres victimes du VIH, notamment à tous ceux qui sont concernés au sein du secteur de l'éducation, et en premier lieu aux enseignants et aux élèves.

Mobiliser les écoles et les communautés

Les gouvernements et les ministères peuvent lancer des initiatives nationales, mais c'est aux parties prenantes au niveau local qu'il appartient de les mettre en œuvre à leur échelon. Or, selon l'étude de l'IATT, si les intentions et les structures existent au plan national dans une majorité de pays, on attend toujours leur application dans les districts. De même, alors que tout indique que les programmes et les matériels éducatifs sont disponibles dans près de 80 % des pays participants, une petite moitié seulement aurait formé les enseignants à les utiliser.

Même quand les ministères de l'éducation disposent de politiques claires et de matériels efficaces, ceux-ci ne sont pas toujours correctement appliqués dans les écoles. Educatrice à la prévention du VIH/sida à Choose Life, une ONG active au Zimbabwe, Sophie Dilmitis visite régulièrement les établissements. L'UNICEF et le ministère de l'Éducation ont mis au point un excellent programme, dit-elle, « mais dans toutes les écoles où je me suis rendue, les matériels de prévention attendaient à la bibliothèque,

Le saviez-vous ?

- 40,3 millions de personnes dans le monde sont porteuses du VIH.
- 3,1 millions de personnes ont succombé l'an dernier d'une maladie liée au sida.
- Depuis deux ans, les cas de VIH et de sida ont augmenté partout dans le monde.
- Avec 25,4 millions de personnes vivant avec le VIH, l'Afrique subsaharienne est de loin la région la plus touchée.
- L'enseignement primaire universel pourrait sauver chaque année 700 000 jeunes de l'infection par le VIH, soit 7 millions de personnes sur dix ans.
- Un jeune peu ou pas éduqué est 2,2 fois plus susceptible de contracter le VIH qu'un jeune qui a terminé ses études primaires.

Sources : ONUSIDA, UNESCO et Campagne mondiale pour l'éducation

lorsqu'il y en avait une, sous une bonne couche de poussière ».

Les évaluations récentes de l'éducation à la prévention en milieu scolaire confirment le caractère mondial du problème. Ils mettent en lumière les défauts les plus courants : mauvaise qualité des matériels didactiques, apprentissage des faits au détriment de l'acquisition de comportements sains, formation inadaptée des personnels. Les enseignants et professionnels de l'éducation doivent pouvoir accéder à une information fiable et à jour. L'UNESCO a donc créé un Réseau de centres d'échange d'information sur le VIH/sida (voir l'encadré p. 7) qui fournit des matériels adaptés à la région – et à la culture – concernées.

Les chefs d'établissement et les enseignants jouent un rôle clé de promotion de l'éducation à la prévention. Ils fixent les programmes d'études, assurent la sécurité des environnements d'apprentissage et vérifient que l'éducation au VIH est culturellement



L'éducation à la prévention du VIH et du sida : un potentiel sous-exploité

→ adaptée aux préoccupations des communautés. Mais avant d'aider les élèves, ils doivent eux-mêmes avoir pleine connaissance de la maladie, et savoir comment on apporte aux élèves une éducation efficace. L'Internationale de l'éducation, une ONG qui représente plus de 29 millions d'enseignants dans le monde, et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) mettent actuellement en œuvre un programme via les syndicats d'enseignants dans 17 pays. Ils apportent à des milliers d'enseignants les connaissances et les outils – ainsi que la confiance – nécessaires pour aborder le sujet en milieu scolaire et partager entre eux ces informations et ces savoir-faire.

Les enseignants ont aussi besoin du soutien des parents et des communautés, car ils ne travaillent pas en vase clos, rappelle Tania Boler d'ActionAid International, une ONG engagée dans la lutte contre la pauvreté. Et elle ajoute : « Lorsque les enseignants sont amenés à défier les conventions, par exemple pour prôner le port du préservatif, il faut leur apporter le soutien nécessaire en préparant la communauté, par une campagne nationale qui éduque les adultes en même temps qu'elle épaula les enseignants ». Ils ont besoin, également, de politiques du lieu de travail qui remédient à leur propre vulnérabilité face à la maladie. Comme le dit bien Susan Nkinyangi, du Bureau de l'UNESCO à Nairobi, « avant d'être capables d'enseigner aux élèves, les enseignants ont besoin d'un environnement qui les accepte vraiment ».

EDUSIDA

L'Initiative mondiale sur l'éducation et le VIH/sida (aujourd'hui appelée EDUSIDA) s'inscrit parmi les efforts de l'UNESCO visant à aider les gouvernements à mettre en œuvre des programmes efficaces d'éducation des jeunes à la prévention du VIH et du sida. EDUSIDA coordonne l'ensemble des agences partenaires de l'ONUSIDA en matière d'éducation à la prévention du VIH et du sida et soutient aussi d'autres campagnes mondiales comme l'initiative « 3 par 5 » de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Actuellement, EDUSIDA participe aux efforts de renforcement de la réponse du secteur de l'éducation dans un premier groupe de quatre pays : Cambodge, Jamaïque, Moldavie et Namibie. D'autres suivront en 2006.

Internet : www.unesco.org/aids

Des « tags » contre le VIH

Que faire lorsqu'une affreuse palissade en zinc de 150 mètres de long est érigée autour d'un chantier tout près des harmonieuses pelouses d'un parc ?

Les membres du Sous-comité à l'éducation et à la formation préventives contre le VIH/sida de l'Université de technologie de Jamaïque ont eu une idée lumineuse : ils ont décidé d'utiliser cette paroi disgracieuse pour un concours de graffitis.

Le 22 octobre 2003, vingt équipes d'étudiants enthousiastes se retrouvaient parmi les pots de peinture, les pinceaux et les bâches dans le Parc de la sculpture caraïbe, pour bien marquer la Journée de sensibilisation au VIH/sida de l'université.

Leurs armes : 8 litres de peinture de différentes couleurs, 4 pinceaux, 1 litre de diluant. Chaque équipe ayant reçu la même quantité de matériel, offert par des entreprises de peinture locales et d'autres sponsors, dont le Bureau de l'UNESCO pour les Caraïbes. Trois thèmes au choix : « renoncer aux partenaires multiples », « pas de salut hors du préservatif » et « respectons ceux qui vivent avec le VIH/sida ». Les concurrents avaient cinq jours pour achever le projet.

Les participants ont reconnu avoir beaucoup appris sur le VIH/sida et échangé sur la question pendant et après le concours.

La palissade ornée de ses tags est désormais exposée au Foyer des étudiants, que ces derniers utilisent pour étudier, monter différentes manifestations et danser.

A partir du CD « *Creating a Graffiti Wall: HIV/AIDS Youth Education CD* » et de www.utech.edu.jm/hiv/

Les communautés ne peuvent s'en remettre aux seuls programmes scolaires, dans la mesure où les élèves issus de familles pauvres et des milieux les plus vulnérables au VIH sont souvent exclus de l'école et où il semble bien que la qualité de l'éducation préventive ait besoin, dans la plupart des cas, d'être améliorée. C'est là que la société civile, en partenariat avec les gouvernements nationaux, a un rôle vital à jouer. A Singapour, par exemple, l'ONG Action for AIDS intervient auprès de certains groupes – homosexuel(le)s, transsexuel(le)s, voire travailleurs et travailleuses sexuels – relativement inaccessibles aux programmes gouvernementaux. « Ces populations parleront plus facilement avec un volontaire d'ONG qu'avec un fonctionnaire de l'Etat », explique Clive Wing du Bureau de l'UNESCO à Bangkok. De nouveaux partenaires, tels que les responsables religieux, sont également mobilisés dans les efforts contre le VIH et le sida. Comme l'indique Clive Wing, « ils ont un ascendant sur leurs fidèles et sont donc bien placés pour faire passer le message ».

Un enseignement adapté

Pour que des messages de prévention culturellement adaptés pénètrent toutes les couches de la société, et parviennent notamment aux jeunes, on a recours aux méthodes les plus diverses. Théâtre, séries

mélos, hip-hop, graffitis, créations numériques, concours d'écriture : ce ne sont que quelques exemples des initiatives soutenues par l'UNESCO qui ont récemment fleuri à travers le monde. Ces projets ludiques et interactifs associent les enfants et les adolescents à l'élaboration de matériels et à la diffusion de messages qui ont fait leurs preuves et viennent astucieusement compléter les cours de prévention. Pour Sophie Dilmitis, au Zimbabwe, les choses sont claires : « L'apprentissage de la prévention doit être obligatoire et intéressant. On ne doit pas se contenter de mentionner le VIH une fois l'an en cours de sciences ou en évoquant les "bonnes mœurs" en classe de religion », estime-t-elle.

L'éducation doit être précoce, surtout dans les pays où la prévalence du VIH est si élevée que le sida imprègne le quotidien. Certains pays abordent aussi la prévention par le biais d'émissions de télévision ciblant les enfants d'âge préscolaire, qui leur parlent de la mort ou de la perte d'un parent. « Ils entendent parler du VIH autour d'eux et doivent donc savoir ce que c'est et comment c'est transmis », explique Mahesh Mahalingan de l'ONUSIDA, le Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH et le sida. « Et comprendre aussi que le sida n'a rien de honteux et qu'on peut très bien être ami avec quelqu'un qui en est atteint ».

→ Seulement, ajoute-t-il, le message doit être adapté, ajusté à chaque groupe d'âge.

Une autre tendance émergente est la participation des personnes qui vivent avec le VIH et le sida à chaque stade de la conception et de l'application des programmes de prévention. Sophie Dilmitis, qui est devenue éducatrice après avoir été elle-même infectée par le VIH, le reconnaît : « Les séropositifs peuvent jouer un rôle extrêmement porteur et efficace de prévention des nouvelles infections, parce qu'ils peuvent parler de leur vécu de la maladie. Cela fait tomber pas mal de préjugés et corrige certaines idées fausses qui continuent de circuler aujourd'hui ».

Surmonter les tabous sexuels

Selon les experts, le grand frein au développement de l'éducation à la prévention, ce sont les tabous et la crainte d'aborder le sujet des relations sexuelles. Sous les pressions de pays donateurs et d'ONG confessionnelles, certains ministères de l'éducation mettent l'accent sur l'abstinence. Pour Sophie Dilmitis, ils se fourvoient : « On ne peut pas parler du VIH sans parler de sexualité. Les enfants sont si avides de réponses ! Si on leur prêche l'abstinence, ils n'oseront plus poser les questions qui pourraient leur sauver la vie ».

Son point de vue est partagé par la plupart des experts, dont Mahesh Mahalingan de l'ONUSIDA. « A supposer que les jeunes puissent s'abstenir, ils ont besoin de savoir de quoi ! » dit-il. Si tout le monde s'entend sur le fait que les jeunes doivent être encouragés à différer leur premier rapport, « lorsqu'ils ont déjà une activité sexuelle, on ne peut s'en tenir à l'abstinence, il faut aussi parler du préservatif », insiste-t-il. Des études montrent que les jeunes qui optent pour l'absence de rapport, et pour elle seule, sont bien plus exposés à une grossesse ou à une maladie sexuellement transmissible (MST) en cas de défaillance. Certes, il n'est pas facile d'aborder la question du VIH et de tout ce qui l'entoure. « Dans bien des sociétés, il est tabou, même en famille, d'aborder la question des relations, des préférences ou des maladies sexuelles », explique Clive Wing. « Alors, comment voulez-vous que les enseignants puissent le faire, et défendent l'utilisation du préservatif dans une société conservatrice ? »

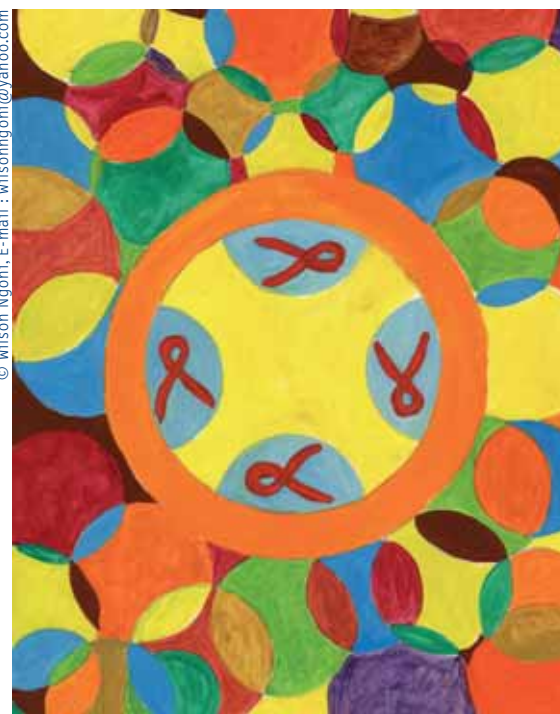
Mais dans un monde où chaque région connaît une augmentation des cas de VIH et de sida, il faut avant tout viser les jeunes.

Dans la plupart des pays, y compris ceux où la prévalence du virus est élevée, ceux-ci restent épargnés et l'éducation peut donc servir de vaccin social pour réduire l'impact de l'épidémie et ralentir sa progression.

« Les jeunes doivent disposer de toute l'information et de toutes les compétences nécessaires pour prendre des décisions averties », déclare Mahesh Mahalingan, qui ajoute : « Ils prendront les bonnes décisions pourvu qu'on leur donne les informations adéquates et un bon environnement ».

Les pays qui mettent en œuvre des programmes d'éducation à la prévention efficaces doivent cependant rester prudents. « Le fait est qu'il y aura toujours un arrivage de nouvelles générations », rappelle Clive Wing, pragmatique. « Si nous relâchons les efforts, où les nouveaux arrivants iront-ils pêcher l'information sur le VIH et le sida afin de se protéger à leur tour ? » ●

© Wilson Ngoni. E-mail : wilsonngoni@yahoo.com



Les centres d'échange d'information de l'UNESCO sur le VIH et le sida

La stratégie de l'UNESCO pour la prévention du VIH/sida met l'accent sur le rôle vital de l'éducation dans la réduction de la pandémie et de son impact sur les individus et les communautés.

Pour développer des politiques efficaces dans ce domaine, les décideurs ont besoin d'accéder à des informations fiables et aux meilleures pratiques. L'UNESCO a donc mis en place un Réseau de centres d'échange d'information sur le VIH et le sida, qui s'emploie à recueillir et diffuser aux niveaux mondial et régional des informations à jour et pertinentes sur le VIH et le sida et l'éducation.

Ces centres mondiaux sont des portails interactifs dotés de vastes bases de données. Les utilisateurs peuvent accéder aux recherches récentes, participer à des forums de discussion, contacter d'autres membres, commander du matériel éducatif et accéder à d'autres sites connexes.

L'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IPE) coordonne le Centre d'échange d'information sur l'impact du VIH/sida sur l'éducation. Son but : aider les planificateurs et les administrateurs de l'éducation à mieux comprendre les effets du VIH et du sida sur les systèmes éducatifs et sur la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous. Le site contient plus de 1 000 documents téléchargeables.

Le Bureau international d'éducation (BIE) gère le Service international d'échange d'information sur le contenu de l'éducation pour la prévention du VIH/sida, qui vise, avant tout, à intégrer l'éducation au VIH et au sida dans les programmes scolaires primaires et secondaires.

Outre ces projets mondiaux, des centres d'échange régionaux existent également dans les bureaux de l'UNESCO à Bangkok, Dakar, Harare, Kingston et Nairobi.

Pour en savoir plus :

■ Réseau de centres d'échange d'information
www.ibe.unesco.org/AIDS/Clearinghouses/clearing_home.htm

■ Centres d'échange d'information mondiaux
 IPE – hivaidsclearinghouse.unesco.org
 BIE – www.ibe.unesco.org/French/Aids/Sida.htm

Le G8 réitère ses promesses

Malgré les attentats, les chefs d'Etat des pays les plus riches du monde ont promis d'augmenter l'aide allouée à l'Afrique, avec une priorité pour l'éducation

C'est avec l'espoir d'un appui supplémentaire que les éducateurs ont quitté en juillet le sommet du G8, bien qu'il ait été assombri par les attentats de Londres. Inévitablement, les questions sécuritaires ont dominé la réunion, mais les membres du G8 ont finalement consenti une augmentation globale de l'aide au continent africain de 25 milliards de dollars sur cinq ans.

Le G8 ne précise pas comment cet argent sera dépensé, mais a réaffirmé son soutien à l'Education pour tous (EPT) et à l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA), le partenariat mondial favorisant l'accélération des progrès vers la réalisation de l'EPT d'ici à 2015. « On espère que l'éducation de base bénéficiera largement de ces mesures », a commenté Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO.

Chef de la Division des statistiques et du suivi au Comité d'aide au développement de l'OCDE, Brian Hammond estime que « le G8 a apporté un soutien vigoureux à l'ensemble des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), sans oublier l'éducation. L'EPT est l'un des OMD les plus réalisables, et c'est aussi l'un des plus mesurables : les enfants sont scolarisés ou ne le sont pas ».

L'aide demeure indispensable

Le mouvement en faveur de l'EPT est particulièrement important pour l'Afrique, où plus de 40 millions d'enfants d'âge scolaire primaire ne sont pas scolarisés. Ce coup de pouce supplémentaire apportera un soutien ô combien nécessaire aux plans d'éducation des pays. Mais, rappelle Brian Hammond, « pour que les pays africains s'investissent dans l'EPT, ils doivent être certains de pouvoir compter sur un investissement durable et prévisible des donateurs pour former les enseignants et construire les écoles ».

Des promesses aux actes, le chemin est toutefois long et difficile. « Le processus d'affectation des fonds nécessite plus de transparence et une meilleure coordination », dit-il.

L'augmentation de l'aide au développement promise par le G8 fait espérer mieux pour d'autres objectifs, plus ambitieux, de l'Education pour tous. Jusqu'à présent, l'IMOA s'est concentrée sur l'enseignement primaire universel, avec un œil sur la parité entre les sexes et la qualité de l'éducation.

Au Siège de l'UNESCO à Paris, Clinton Robinson veut croire que l'initiative sera étendue à d'autres domaines d'intervention, tels que l'alphabétisation ou l'éducation des populations rurales. « Si les pays montrent plus de leadership en produisant des stratégies éducatives cohérentes, note-t-il, on peut espérer convaincre l'IMOA et les pays donateurs de leur être favorables. »

Les éducateurs savent qu'ils doivent profiter de l'élan suscité par la campagne « Abolissons la pauvreté » et par le sommet du G8 pour faire progresser l'ordre du jour de l'EPT. « L'éducation reçoit une attention accrue, mais elle ne fait pas encore la une comme la santé, par exemple », constate Brian Hammond.

Peter Smith, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation, veut donner un coup d'accélérateur à l'Education pour tous. « En appuyant l'EPT, dans le sens non seulement du programme mais aussi des mots, dit-il, nous encourageons la stabilité sociale, culturelle et économique des sociétés. »

Contact : Clinton Robinson, UNESCO Paris
 E-mail : c.robinson@unesco.org

3 questions à Ruth Kagia

Directrice pour l'éducation à la Banque mondiale

1 Les pays donateurs ont promis dans le passé des aides qui ne se sont jamais concrétisées. Qu'y a-t-il de nouveau dans les promesses du G8 ?

Les promesses ont été tenues, mais pas dans les proportions souhaitées. De 2002, et la Conférence de Monterrey, à 2005, le montant de l'aide multilatérale et bilatérale à l'éducation a progressé de plus d'un milliard de dollars EU. Nous avons des raisons de croire que les nouvelles promesses du G8 seront honorées. Parce qu'il est prévu, très clairement, d'affecter la plus grande part du soutien à l'Afrique. En outre, le rapport de la Commission pour l'Afrique a fourni une analyse détaillée des besoins et démontré la logique commerciale d'une augmentation de l'aide.

2 Compte tenu de la concurrence entre les différents agendas du développement, pensez-vous que l'éducation bénéficiera de ces nouvelles ressources ?

Certainement. Le Sommet du Millénaire +5 (septembre 2005) est venu, s'il le fallait,

rappeler les engagements dans ce domaine. L'éducation est la condition du développement et une des clés de la réalisation des autres OMD. Il n'est pas nécessaire d'affecter toutes les ressources à l'éducation pour que le secteur en bénéficie. Les ressources libérées par l'effacement de la dette, par exemple, peuvent être utilisées dans le secteur de la santé ou de l'éducation.

3 Quels sont les principaux défis pour l'Afrique après le sommet du G8 ?

Les pays africains doivent comprendre que l'aide est utile et cruciale, mais qu'elle ne remplacera jamais les ressources et le leadership nationaux. A l'exception de quelques pays, l'aide à l'éducation ne représente qu'une part infime des budgets éducatifs, et ce sont donc les Etats qui assument le gros des coûts. Quelle que soit l'origine des fonds, les gouvernements doivent en faire bon usage et tirer un profit optimal de chaque dollar investi de façon à améliorer la qualité et les résultats de l'éducation.

Pleins feux sur l'alphabétisation

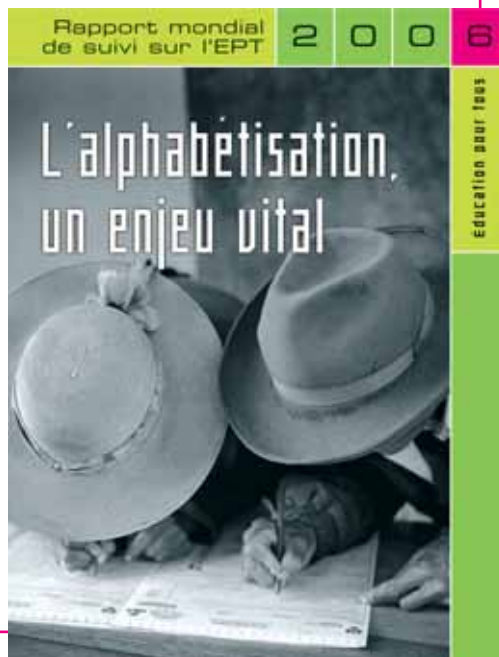
L'alphabétisation est gravement négligée dans les politiques nationales et internationales, reléguant des centaines de millions d'adultes aux marges de la société. Telle est la conclusion alarmante du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2006. Selon le Rapport, le désintérêt pour les 771 millions d'analphabètes dans le monde entrave la marche vers les six objectifs de l'Éducation pour tous et la réduction de la pauvreté.

« Parmi les objectifs de l'EPT, l'alphabétisation est l'un des plus mal lotis, alors qu'elle est l'ingrédient de base pour la réussite de nos efforts, dit Nicholas Burnett, directeur du Rapport. L'objectif général de réduction de la pauvreté d'ici à 2015 restera lettre morte si les gouvernements et la communauté internationale continuent d'ignorer le lien de cause à effet entre l'acquisition de la lecture et de l'écriture et l'amélioration du niveau de vie. » Le rapport préconise davantage d'investissements dans les programmes d'alphabétisation des jeunes et des adultes, élément clé des stratégies du développement.

Le lancement mondial du Rapport a eu lieu le 9 novembre 2005 au Whitechapel Idea Store de Londres, en présence de Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO. Desancements

régionaux sont prévus à Bangkok, Bonn, Dakar, Nairobi, Santiago et Washington DC, avant la réunion du Groupe de haut niveau à Beijing (28-30 novembre).

Pour plus de détails sur le Rapport mondial de suivi : www.efareport.unesco.org
E-mail : efa@efareport.unesco.org



Le Groupe de haut niveau se réunit en Chine

La cinquième réunion du Groupe de haut niveau (Beijing, Chine, 28-30 novembre) est l'occasion de doter le mouvement de l'Éducation pour tous d'un agenda efficace et ciblé. Elle s'appuiera sur les informations contenues dans le *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2006* (voir ci-dessus). À l'ordre du jour figurent aussi l'éducation pour les populations rurales – un sujet qui tient à cœur au pays hôte –, l'objectif de parité entre les sexes manqué en 2005 et la question de la mobilisation des ressources suite aux promesses faites au sommet du G8 en juillet.

Peter Smith, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation, est particulièrement optimiste. « Je suis satisfait de l'ordre

du jour, bien centré sur les questions clés : un meilleur financement sur le long terme et une coopération mieux à même de faciliter la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous et du Millénaire pour le développement », commente-t-il.

Conçu pour contribuer « à renforcer la volonté politique et la mobilisation des moyens techniques et financiers », le Groupe de haut niveau se réunit chaque année depuis le Forum mondial sur l'éducation de Dakar de 2000. Il se compose de représentants des gouvernements, des organismes de développement, de la société civile et du secteur privé.

Contact : [Abhimanyu Singh, UNESCO Paris](mailto:Abhimanyu.Singh@unesco.org)
E-mail : abh.singh@unesco.org

Autour du monde

→ Plus de 90 ministres et hauts fonctionnaires de l'éducation se sont réunis en octobre dernier pour une table ronde ministérielle sur l'Éducation pour tous lors de la 33^e session de la Conférence générale de l'UNESCO. Dans leur communiqué, les ministres ont réaffirmé que l'éducation est un droit fondamental de l'homme et une condition essentielle d'un développement équitable et durable. Ils ont invité l'UNESCO à conserver son rôle de chef de file dans la promotion de l'EPT à tous les niveaux.

→ Lors d'une conférence organisée du 22 au 24 août dans le Gansu (Chine), des experts internationaux ont échangé leurs expériences en matière d'application des technologies de l'information et de la communication à l'amélioration de la qualité de l'éducation en zone rurale.

→ Un atelier de trois jours réunissant des experts universitaires, des directeurs d'organismes d'éducation non formelle et des producteurs radiophoniques s'est tenu à l'université d'Ibadan (Nigeria) du 6 au 9 septembre, dans le cadre du projet de l'UNESCO « Renforcement des capacités pour l'EPT : améliorer l'accès à l'éducation et l'alphabétisation communautaires grâce à la radio ».

→ Une réunion technique de linguistes et d'experts en évaluation de l'alphabétisation s'est tenue du 15 au 21 septembre à Nairobi (Kenya). Les participants ont évalué les progrès réalisés dans la mise en place du Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation (LAMP).

→ Le XII^e Congrès international de l'éducation à distance a eu lieu du 18 au 22 septembre à l'Université fédérale de Santa Catarina au Brésil. Les participants ont évoqué les nouvelles tendances dans ce domaine et proposé des stratégies en vue d'adapter les systèmes éducatifs latino-américains au changement économique et technologique.

→ Le colloque « Intégration et suppression des obstacles à l'apprentissage, à la participation et au développement » s'est tenu à Bukittinggi (Indonésie) du 26 au 29 septembre. Des experts en éducation du monde entier se sont réunis dans le but de faire progresser l'EPT et, notamment, le développement d'écoles intégratrices, tolérantes et amies des enfants en Asie.

60 semaines pour célébrer le 60^e anniversaire de l'UNESCO !

L'UNESCO fêtera son anniversaire pendant soixante semaines, chacune sur un thème particulier. Seize sujets concernant l'éducation occuperont le devant de la scène : alphabétisation, enseignement secondaire et professionnel, éducation des filles et des femmes, éducation à la prévention du VIH et du sida, et bien d'autres.

Au cours d'un colloque international, des chercheurs ont revisité l'œuvre accomplie depuis soixante ans par l'UNESCO.

Il s'est tenu à Paris le 16 novembre, le jour même où, soixante ans plus tôt, l'Organisation adoptait son Acte constitutif. Les pays et les bureaux hors Siège sont encouragés à fêter cet événement à leur tour.

Contact : Philippe Ratte, UNESCO Paris
E-mail : p.ratte@unesco.org
Internet : www.unesco.org/education/60



L'UNESCO au secours des universités iraqiennes

L'UNESCO renforce son soutien à la reconstruction de l'enseignement supérieur en Iraq. Les efforts ont d'abord visé à répondre aux besoins les plus pressants d'un pays déchiré par la guerre en fournissant des manuels ainsi que du matériel de laboratoire et du matériel technique. Comme l'a indiqué Hussain Khanaka, président de l'université de Kirkouk, de passage à l'UNESCO en février dernier, « les conditions de base pour enseigner ne sont même pas réunies ».

L'UNESCO aborde aujourd'hui une nouvelle phase, plus ambitieuse, de son programme, destinée à encourager la renaissance des universités iraqiennes et à resserrer les liens entre les chercheurs iraqiens et les réseaux de recherche et de collaboration internationaux.

Des bourses de courte durée de l'UNESCO sont offertes aux universitaires iraqiens

désireux de reprendre une formation à l'étranger. Soixante-seize en ont déjà bénéficié et deux cents autres ont reçu leur bourse, mais attendent leur affectation dans les établissements d'accueil. Par ailleurs, en collaboration avec ses interlocuteurs iraqiens, l'UNESCO a élaboré un cadre intitulé « Réseau universitaire international pour l'Iraq » pour encourager la collaboration internationale dans plusieurs domaines tels que la formation à distance, l'ingénierie, la médecine et le leadership féminin. L'UNESCO fait actuellement appel aux sponsors internationaux pour qu'ils financent ces réseaux.

Contact : Adeeb Munim, UNESCO Paris
E-mail : a.munim@unesco.org
Internet : www.unesco.org/education/higher/iraq

L'éducation joue son rôle au SMSI

« Les technologies de l'information et de la communication offrent la possibilité de modifier radicalement la manière dont nous apportons et comprenons la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage »,

a déclaré Peter Smith, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), organisé à Tunis en novembre dernier. « Nous sommes fiers d'être à la tête du débat sur ces questions, essentielles pour la réalisation de l'éducation pour tous », a-t-il ajouté.

L'UNESCO met l'accent sur le rôle de l'éducation dans la construction des sociétés du savoir. Une table ronde de haut niveau a débattu du rôle de l'Organisation dans cette construction et des moyens de combler la fracture numérique. Parmi les thèmes abordés : l'écart de savoir, la fuite des cerveaux et les obstacles linguistiques à l'accès à l'information en ligne.

L'UNESCO avait organisé deux autres tables rondes, l'une sur le Programme UNITWIN/Chaires UNESCO, l'autre sur « les TIC et les personnes handicapées », ainsi qu'un stand illustrant les liens entre les technologies, le savoir et les nouvelles approches du développement.

Le Sommet s'est tenu à Tunis (Tunisie) du 16 au 18 novembre 2005.

Visitez la version virtuelle du stand de l'UNESCO au SMSI sur portal.unesco.org/ci/wsis/tunis/stand

Stratégie à trois temps pour l'éducation

Alphabétisation, formation des enseignants et VIH/sida : tels sont les trois axes prioritaires pour l'éducation sur lesquels l'UNESCO portera tous ses efforts en 2006-2007 pour mieux accélérer le pas vers la réalisation de l'Éducation pour tous d'ici à 2015.

Le premier axe est l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir, dotée d'un sigle parlant – LIFE. Ce plan sur dix ans servira à renforcer les programmes d'alphabétisation dans les 34 pays où vivent 85 % des analphabètes du monde. LIFE s'emploiera, entre autres, à accroître l'aide internationale, soutenir les politiques nationales et servir de centre d'échange d'information. Dix pays ont été invités à participer à la première phase de l'initiative : Bangladesh, Égypte, Haïti, Mali, Maroc, Niger, Nigeria, Pakistan, Sénégal et Yémen.

Le deuxième axe, un projet décennal visant les 46 pays où la pénurie d'enseignants qualifiés est la plus aiguë, encouragera la Formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA). Dans ces pays, 4 millions d'enseignants supplémentaires sont nécessaires pour universaliser l'enseignement primaire, objectif de l'EPT d'ici à 2015. Pour ce faire, il faudra aider à la mise en œuvre des plans d'éducation nationaux, améliorer la condition des enseignants et remédier à la défection des formés et à l'exode des personnels.

Le troisième axe est EDUSIDA, un partenariat réunissant l'UNESCO et d'autres agences onusiennes pour aider les gouvernements et les institutions à concevoir et lancer ensemble une campagne d'éducation à la prévention du VIH et du sida. EDUSIDA pourvoiera les jeunes en matériels éducatifs simples, standardisés et globaux, et en même temps adaptés aux sensibilités locales. Quatre pays seront bénéficiaires en 2006 : le Cambodge, la Jamaïque, la Moldavie et la Namibie.

LIFE

Contact : Shigeru Aoyagi • E-mail : Life@unesco.org

Internet :

www.unesco.org/education/literacy/LIFE

TTISSA

Contact : Georges Haddad

E-mail : Teachertraininginssa@unesco.org

Internet : www.unesco.org/education/TTISSA

EDUSIDA

Contact : Chris Castle

E-mail : c.castle@unesco.org

Internet : www.unesco.org/education/EDUSIDA

NOVEMBRE

16

A l'occasion de son 60^e anniversaire, l'UNESCO accueille un colloque international consacré à l'histoire de l'Organisation

Paris (France)

Contact : Philippe Ratte, UNESCO Paris

E-mail : p.ratte@unesco.org

16-18

Le rôle de l'UNESCO dans la construction des sociétés du savoir via le Programme UNITWIN et Chaires UNESCO

Tunis (Tunisie)

Contact : Hassmik Tortian, UNESCO Paris

E-mail : h.tortian@unesco.org

28-30

5^e Réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous

Beijing (Chine)

Contact : Abhimanyu Singh, UNESCO Paris

E-mail : abh.singh@unesco.org

28-30

Atelier sur l'éducation intégratrice dans le Pacifique
« Scolariser tous les enfants et les aider à apprendre »

Apia (Samoa)

Contact : Jill van Den Brule, UNESCO Paris

E-mail : j.vandenbrule@unesco.org

30 novembre – 2 décembre

Deuxième Conférence internationale de Barcelone sur l'enseignement supérieur « Le financement des universités »

Organisé par le Réseau universitaire mondial pour l'innovation (GUNI) et l'Université technique de Catalogne

Internet : www.guni2005.com

DÉCEMBRE

5-8

La contribution de l'éducation non formelle à l'éducation à la prévention du VIH/sida • Kampala (Ouganda)

Contact : Susan Nkinyangi, UNESCO Nairobi

E-mail : susan.nkinyangi@unesco.unon.org

8-9

Pour un nouveau système éducatif contribuant à la reconstruction de la société iraquienne : de la vision à la mise en œuvre • Paris (France)

Contact : Kamel Braham, Bureau de l'UNESCO en Iraq

E-mail : k.braham@unesco.org

JANVIER

23-24

Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine

Khartoum (Soudan)

Contact : Patricia Toïgo, UNESCO Paris

E-mail : p.toigo@unesco.org

19-20

4^e réunion du Comité scientifique régional pour l'Asie et le Pacifique

Djakarta (Indonésie) • Organisé par le Forum de l'UNESCO sur

l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance

Contact : Min-Chul Shim, UNESCO Paris

E-mail : mc.shim@unesco.org

● **Le Catalogue de documents sur l'éducation, 2003-2005 : supplément** contient les références bibliographiques des documents produits par l'UNESCO en éducation de 2003 à 2005. Il complète le *Catalogue de documents* paru en 2003. Edition trilingue (français, anglais, espagnol). E-mail : sdi@unesco.org

● **The Psychology of Adult Learning in Africa** de Thomas Fasokun, Anne Katahoire et Akpovire Oduaran. Cet ouvrage de la collection « Perspectives africaines en éducation des adultes » évalue l'influence des facteurs culturels sur le comportement et les modes de pensée des apprenants adultes. Il met à profit la psychologie en tant que discipline appliquée susceptible d'aider les éducateurs d'adultes dans leur tâche. Une publication de l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE). Internet : www.unesco.org/education/uie E-mail : uie@unesco.org



● **Les institutions de formation des enseignants en Afrique sub-saharienne : pour un renforcement des capacités** offre une vision d'ensemble de la situation des établissements de formation des enseignants en Afrique sub-saharienne et des activités et partenariats mis en œuvre par l'UNESCO pour soutenir la formation des enseignants dans la région. Consultable en ligne en français et en anglais sur : unesdoc.unesco.org E-mail : l.sia@unesco.org

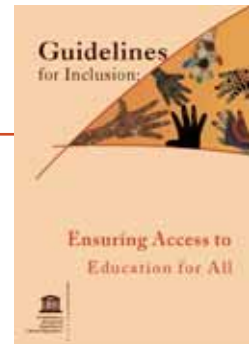
● **Discovering Literacy: Access Routes to Written Culture for a Group of Women in Mexico**

de Judy Kalman. Lauréate du Prix international de recherche en alphabétisation de l'UNESCO, cette étude retrace les itinéraires suivis par un groupe de femmes de la banlieue de Mexico pour accéder pleinement à la culture de l'écrit. Plongeant dans le vécu quotidien de l'alphabétisation en milieu communautaire, elle tire une série de conclusions essentielles sur le sens de cette expérience dans ce contexte particulier. Publié en anglais et espagnol par l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE). Pour commander : publishing.unesco.org

● **Meeting Basic Learning Needs in the Informal Sector: Integrating Education and Training for Decent Work, Empowerment and Citizenship** sous la direction de Madhu Singh. Ce livre montre que l'éducation de base peut permettre d'échapper à des conditions de travail pénibles et dégradantes. Il contient plusieurs études de cas réalisées en Asie du Sud, en Amérique latine et en Egypte. Publié en anglais par IUE/UNEVOC/Springer. Prix : 109,95 € Pour commander : www.springeronline.com

● **The Education of Nomadic Peoples in East Africa.** Ce rapport de synthèse a été préparé en 2001-2002 à Djibouti, en Erythrée, en Ethiopie, au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie à l'initiative de la Banque africaine de développement. Il évalue les défis et les atouts de l'application de l'éducation au développement des sociétés nomades. Publié en anglais par l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIEP). Internet : www.unesco.org/iiep

● **Guidelines for Inclusion: Ensuring Access to Education for All.** Ce document encourage un changement d'attitude envers l'intégration, afin que l'Education pour tous accueille réellement tous les apprenants. Outil à vocation politique, il pose le débat pour la formulation et la révision des plans nationaux d'EPT. E-mail : j.vandenbrule@unesco.org Internet : unesdoc.unesco.org



● **Education for Sustainable Development – Asia-Pacific Region.** Une malette d'information contenant deux ouvrages conçus pour donner une image instantanée des progrès de l'éducation en vue du développement durable (EDD) dans la région Asie-Pacifique. Edité en anglais, *Situational Analysis* évalue le degré d'intégration des politiques et des programmes d'EDD à l'éducation dans les pays de la région. *Working Paper*, en version anglaise et chinoise, est un document ouvert proposant des mécanismes de coordination, de suivi et d'évaluation pour la mise en œuvre de l'EDD. Internet : www.unescobkk.org

● **Gender Inclusive Scientific and Technological Literacy for Enhancing Life Skills.** Ce CD-ROM présente le rapport d'évaluation d'un projet de renforcement des capacités de l'Education pour tous mis en œuvre en Argentine, au Burkina Faso, en Egypte et au Népal. Basé sur des enquêtes nationales, ce projet a été conçu pour favoriser l'intégration d'une initiation non-sexiste à la science et à la technologie dans les plans nationaux pour l'EPT. E-mail : d.bhagwut@unesco.org

● **Education for Girls and Disadvantaged Children: A Virtual Library.** Ce CD-ROM réunit un florilège d'œuvres critiques sur l'éducation des filles et des enfants défavorisés, émanant de plusieurs organisations internationales. Un outil pour tous ceux qui ne disposent pas de la connexion haut débit nécessaire pour accéder à ces ouvrages sur le web. Une publication du Bureau de l'UNESCO à Katmandou. E-mail : kathmandu@unesco.org

● **Liens entre les initiatives globales en matière d'éducation.** Depuis 2000, les Nations Unies ont lancé quatre initiatives majeures dans le domaine de l'éducation : les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), l'Education pour tous (EPT), la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA) et la Décennie de l'éducation en vue du développement durable (DESD). Cet ouvrage en anglais et en français détaille leurs points communs et leurs différences. Consultable en ligne : unesdoc.unesco.org E-mail : esddecade@unesco.org



● **Perspectives on Distance Education: Lifelong Learning & Distance Higher Education.** Ce recueil de documents issus de la recherche analyse les changements profonds auxquels les systèmes éducatifs ont à faire face à l'heure de la mondialisation. Offrant un aperçu inédit sur la problématique de l'éducation à distance, il constitue un manuel pratique pour planificateurs et décideurs. Coédition en anglais UNESCO/Commonwealth of Learning. Internet : unesdoc.unesco.org

L'éducation aujourd'hui est un bulletin d'information trimestriel consacré aux évolutions actuelles de l'enseignement, aux projets entrepris dans le monde en faveur de l'éducation pour tous et aux activités éducatives de l'UNESCO. Il est publié par le Secteur de l'éducation de l'UNESCO en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, portugais et russe. Les articles ne sont pas soumis à la législation sur le droit d'auteur et peuvent être librement reproduits, à condition de mentionner qu'ils proviennent de *L'éducation aujourd'hui*. Rédaction : Anne Müller et Edna Yahil. Ont collaboré à ce numéro : Li Jingsong (p. 2), Jean-Célestin Edjangué (p. 3), Patricia Brett (pp. 4-7), Lynne Sargeant (p. 7), Maria Boavida • Assistante de rédaction : Martine Kayser • Version française : Françoise Arnaud-Demir et Patricia Toigo. Conception graphique : Pilote Corporate • Maquette : Sylvaine Baeyens • Crédits photographiques (couverture) : Berthold Egner ; UNESCO/ASPnet/Karin Hunziker ; UNESCO/Brendan O'Malley ; UNESCO/Georges Malempré ; UNESCO/Spier-Donati. ISSN 1814-3962

